

TUNISIE : MEETING DE SOLIDARITE AVEC TOUS.TE.S LES PRISONNIER.E.S POLITIQUES ET D'OPINION

NE LAISSONS PAS LE POUVOIR DE KAIS SAÏED BAILLONNER LA SOCIETE- CULTIVONS LA SOLIDARITE

Depuis 2023, la Tunisie subit une répression sans précédent. Les premières arrestations massives dans l'affaire dite du "complot contre la sûreté de l'État" ont ouvert la voie à une stratégie visant à criminaliser la dissidence et à soumettre la justice aux injonctions du pouvoir.

Le 27 novembre 2025, cette dérive atteint son paroxysme : le tribunal d'appel prononce 824 années de prison en quelques heures, sans accusés, sans défense, sans procès réel. Un verdict politique.

Depuis, la machine répressive s'emballe :

- Maître Ayachi Hammami, arrêté pour avoir dénoncé l'arbitraire ;
- Chaïma Issa, militante et journaliste, arrêtée en pleine manifestation ;
- Néjib Chebbi, 81 ans, figure historique de l'opposition, arrêté à son tour ; ainsi que des activistes, blogueurs, journalistes, avocats, syndicalistes et membres de la société civile.

En parallèle, le pouvoir a entrepris de mettre au pas la justice, d'étrangler les libertés publiques, de réduire l'espace médiatique et d'intimider toutes les organisations indépendantes.

UNE REPRESSION QUI MASQUE L'ECHEC DU POUVOIR

Ce déferlement n'est pas seulement une logique répressive : c'est une méthode pour cacher l'échec. L'État réprime au lieu d'investir, criminalise au lieu d'écouter, ment au lieu d'agir.

En clair : soumettre la justice, isoler les associations, terroriser les journalistes, préparer le choc contre les syndicalistes. Le but est simple : empêcher la société de respirer, de penser, de s'organiser.

UNE REPOSENSE COLLECTIVE S'IMPOSE

Face à cette dérive autoritaire et à cette stratégie de destruction des contre-pouvoirs, un temps de convergence de la résistance s'impose :

- ✓ Pour témoigner collectivement de la répression qui frappe depuis 2023 les voix libres, la société civile, les médias, les avocat.e.s, les blogueurs et les syndicalistes ;
- ✓ Pour documenter les crises sociales, économiques et environnementales — de Gabès à l'ensemble du pays — marquées par la précarité, l'inflation et l'exode des compétences ;
- ✓ Pour préparer la riposte face aux attaques des associations et celles annoncées contre l'UGTT et les autres organisations syndicales ;
- ✓ Pour contribuer à un front commun associatif, syndical, juridique et citoyen, capable de défendre les libertés et les droits fondamentaux ;
- ✓ Pour renforcer et activer la solidarité internationale, indispensable face à une répression qui dépasse les frontières nationales.

NOUS APPELONS : MEETING CITOYEN ET DE SOLIDARITÉ

**MARDI 16 DÉCEMBRE 2025 À 19H À LA BOURSE DE TRAVAIL,
RUE CHÂTEAU D'EAU, PARIS, MÉTRO RÉPUBLIQUE**

**L'OPPOSITION N'EST PAS UN CRIME.
LA SOLIDARITE INTERNATIONALE S'IMPOSE.**

A l'appel du Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie, avec le soutien et la présence de responsables de la société civile française et internationale (associations, partis politiques et syndicats).